

J'ai parlé ce matin de la force à Suez et d'un article de fond paru dans le *Star* de Montréal. Je ne citerai pas cet article où il est question des vicissitudes des réponses que nous avons reçues; mais voici ce que je lis à la fin:

Pour l'instant, nous devons nous contenter de ces déclarations, qu'il n'est pas toujours facile de concilier. Si tout va bien au Moyen-Orient, si le canal est rendu à la circulation à des conditions satisfaisantes pour tous, et si la stabilité est rétablie dans la région tout entière,—deux "si" très importants,—la prise de position du Canada ne sera pas assez importante pour qu'on s'en soucie.

Je souligne ces mots.

Mais, si tout ne va pas bien, le Gouvernement devra faire de nouvelles déclarations.

A l'heure actuelle, les choses ne vont pas trop bien. Les troupes de ce dictateur,—les troupes de l'administration civile, si l'on veut (et nous savons tous ce que sont les troupes de l'administration civile),—entrent dans la place. Tout ne va pas très bien. Pourtant, ce qu'on nous a servi aujourd'hui, c'est une suite de mots menant à la confusion officielle.

Que dire de Suez? Cette question a été laissée dans un vague délicieux, comme tout le reste. Le 13 octobre dernier, la formule du Secrétaire général portait que le canal de Suez devait être libre et ouvert à tous sans distinction, que les droits de passage et les charges devaient être décidés par voie d'entente entre l'Égypte et les usagers. A quoi Nasser répond aujourd'hui: "Pas du tout, cela est de l'histoire ancienne. Je tiens aux droits de passage. Je tiens au droit de pouvoir dire à n'importe quel pays du monde que ces navires ne peuvent emprunter ce canal, car il traverse les frontières politiques de l'Égypte."

L'hon. M. Pearson: En effet.

M. Diefenbaker: Les puissances maritimes ont proposé un plan selon lequel l'Égypte obtiendrait la moitié des péages et l'autre moitié serait détenue par la Banque mondiale en attendant un règlement. Quels sont les derniers renseignements là-dessus? Le golfe d'Akaba doit-il être laissé ouvert? Doit-on décevoir les Israéliens, qui s'en sont rapportés à la conscience mondiale? N'ont-ils pas reçu de certains pays, y compris le Canada, des promesses officieuses que même, s'il n'y avait rien d'officiel dans la déclaration faite par les Nations Unies, s'ils se retiraient de la région, les forces des Nations Unies y entreraient et ils seraient protégés contre les incursions des Égyptiens?

Après un long délai, ils se sont retirés et aujourd'hui, à moins qu'on n'ait fourni une assurance quant aux mesures futures, si la région de Gaza est de nouveau choisie comme base des incursions de reconnaissance dans

[M. Diefenbaker.]

Israël, toute cette discussion sur la possibilité de paix sera aussi vaine que beaucoup de résolutions adoptées ces derniers mois.

Quant à l'organisation des Nations Unies, nous espérons tous qu'elle atteindra les buts et les fins qu'elle se donnait. Mais les quelques derniers mois, par suite de l'incertitude, ont déterminé une situation où, si les grands et les puissants sont sous la tutelle de l'URSS, ils n'ont rien à craindre de toute résolution qui puisse être adoptée.

Pendant la crise du Moyen-Orient, l'initiative de l'Assemblée s'est montrée efficace à l'égard de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël. Elle a cependant été sans effet sur l'URSS, ou même sur l'Inde.

Nasser a tenu mordicus, et il a réussi à faire presque tout ce qu'il avait annoncé. On l'a traité beaucoup trop comme la victime innocente d'une agression. Il a été encouragé par ce qu'ont affirmé certains hommes d'État de pays amis de la liberté, selon qui Nasser avait le droit d'agir comme il l'a fait à l'égard des forces de l'ONU. J'ai été surpris d'entendre le premier ministre (M. St-Laurent) dire, l'autre jour, qu'il en avait le droit en ce qui concerne la région de Gaza, si je l'ai bien compris.

Je ne connais aucune loi, internationale ou autre, permettant à l'agresseur qui conclut un armistice et qui occupe de fait une région en vertu de cet accord, de s'ériger en autorité dont il faut respecter toutes les volontés et dont le moindre désir doit faire l'objet d'une étude avant qu'on prenne des mesures sur le plan international.

Si l'on accepte cette thèse, on approuve, de fait, l'agresseur. Nasser a réussi au delà de tout ce qu'il pouvait espérer, d'abord en humiliant les grandes puissances, les prétendus "surhommes", puis en s'érigeant souverain du Moyen-Orient avec l'aide communiste, ou du moins avec leur vigoureuse approbation.

Pas plus tard qu'hier, on a porté à notre connaissance certains documents découverts dans cette région du désert lorsque les troupes israéliennes en avaient la maîtrise. La photo d'Hitler se trouvait partout, partout on trouvait des exemplaires de *Mein Kampf* comme partie intégrante de l'équipement de chaque officier; partout on trouvait des exemplaires en trois langues de la vie de Lénine. Nasser a réussi à étendre sa domination. Il a réussi ce qu'Hitler n'a pas pu faire contre la Société des Nations dans la seule région où se trouvait encore un bastion de la liberté au Moyen-Orient, l'État d'Israël.

Israël se trouve aujourd'hui à avoir accepté les promesses données unilatéralement par divers membres des États consultants; il se trouve aujourd'hui à un point où son espoir